

Les implications politiques de la synodalité dans l'Afrique francophone

Anne Béatrice Faye

DANS **LUMEN VITAE** 2026/2 Volume LXXXI , PAGES 164 À 175

ÉDITIONS **UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN**

ISSN 0024-7324

DOI 10.3917/lv.812.0164

Date de mise en ligne : 22/06/2026

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-lumen-vitae-2026-2-page-164?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Université catholique de Louvain.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Par **Anne-Béatrice Faye**

Sénégalaise, religieuse de la Congrégation des sœurs de Notre-Dame de l'Immaculée Conception de Castres, en mission au Sénégal après 8 ans au Burkina Faso, est depuis octobre 2025 directrice de l'Institution Immaculée conception de Dakar. Elle a participé au processus synodal 2021-2024 et est initiatrice de l'École de synodalité de Dakar. Elle est membre de l'équipe continentale de synodalité. Publication à paraître en 2026 : « Les philosophies africaines pour penser le dialogue islamo-chrétien en Afrique », dans *Mélanges de l'Institut Dominicain d'Études Orientales*.

Institution Immaculée Conception de Dakar
Boulevard El Hadj Djily MBAYE
BP 259
Dakar
Sénégal

betyfaye@gmail.com

Les implications politiques de la synodalité dans l'Afrique francophone

Parler d'*implications politiques de la synodalité dans l'Afrique francophone* exige de regarder et de se mettre à l'écoute de la complexité du vécu quotidien des peuples africains et de leur style de gouvernance démocratique. Cette pédagogie du regard et de l'écoute pour discerner permet de retrouver en soi-même ses potentialités, son imaginaire et ses critères. Par conséquent, les repères qui structurent la vie des populations, les points d'ancrage, les coalitions politiques, ainsi que les tensions et fragilités sociales, culturelles et économiques interpellent à tous les niveaux.

Dès lors, en quoi les pratiques synodales éclairent-elles les dynamiques d'unité nationale et les processus de réconciliation dans des contextes marqués par des crises politiques et des violences diverses et multiformes ? Mettant à profit la diversité socioculturelle et ecclésiale mais aussi mon expérience ecclésiale sur la synodalité, cette modeste contribution tentera de répondre à cette question autour de trois axes.

Le premier axe nous fera découvrir quelques pays du Sahel. Il s'agit du Sénégal, par mes origines et du Burkina Faso, mon pays de mission. C'est à partir de ces deux lieux que j'ai participé au processus synodal 2021-2024. L'expérience se poursuit avec la réception du *Document final*¹ au sein de l'École de synodalité de Dakar². C'est un espace qui permet de faire émerger des questions et des préoccupations qui peuvent ensuite être approfondies

1. XVI^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU SYNODE DES ÉVÊQUES, *Pour une Église synodale : communion, participation, mission, Document final*, 26 octobre 2024 (désormais DF).

2. Une initiative d'Anne-Béatrice Faye, après la première session de la XVI^e Assemblée générale ordinaire du Synode des évêques d'octobre 2023.

dans une réflexion théologique et pastorale. En termes de vitalité et de pertinence, cette méthode conduit à des discussions riches et profondes, ainsi qu'à des décisions pastorales plus efficaces.

À ces deux pays s'ajoutent le Bénin, le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Conakry. Les récentes prises de pouvoir anticonstitutionnelles³ liées à la mauvaise gouvernance et aux enjeux sécuritaires, présentent des caractéristiques communes tout en conservant leurs spécificités.

À partir de ces pays, le second axe pose quelques questions transversales permettant un dialogue fécond entre la synodalité ecclésiale et leurs réalités sociopolitiques en Afrique francophone. Dans sa vision d'une « Église synodale » à l'écoute de tout le Peuple de Dieu, le pape François rappelait souvent que « le Synode n'est pas un congrès, un parloir, ni un parlement ou un sénat »⁴. Mais alors, que peut apporter la synodalité à la politique et comment peut-elle inspirer un nouveau style de gouvernance et une conversion des processus politiques ? Nous tenterons de donner quelques pistes de réponses à ce dilemme.

Le troisième axe pose le renouvellement des modalités d'inclusion, à partir de la participation des femmes et des jeunes, et leurs implications dans la transformation sociopolitique. Nous mettrons l'accent sur la cohésion sociale et la capacité de dépasser les clivages ethniques, religieux, générationnels ou régionaux qui fragmentent nos sociétés. Mais, auparavant, que peut-on dire de l'Afrique en général et des pays phares de l'espace francophone que nous avons ciblés ?

À l'écoute de l'Afrique dans sa diversité socioculturelle, politique et religieuse

Que dire d'une Afrique plurielle, en constante reconfiguration ? Tout en répondant à cette interrogation, nous allons faire un bref survol du paysage politique de l'Afrique francophone et analyser quelques traits dominants ainsi que les dynamiques structurelles.

L'Afrique plurielle dans le contexte de la mondialisation

En réalité, il n'existe pas une, mais des Afriques, c'est-à-dire autant de situations que de pays. L'Afrique est diversifiée, du point de vue géogra-

3. Nessim AKEMAKOU, « Autopsie de la vague des coups d'État en Afrique francophone (2020-2023) », dans *Africa News Agency*, 31 octobre 2023, en ligne : <https://africa-news-agency.com/autopsie-de-la-vague-des-coups-detat-en-afrique-francophone/> (consulté le 31 mars 2026).

4. À l'ouverture du synode sur la famille, le 5 octobre 2015, le pape François a rappelé le sens qu'il donnait à la démarche synodale.

phique, historique, économique, culturel et géopolitique. De plus, elle est traversée par les flux de la mondialisation, mais les traduit à partir de ses propres dynamiques socioculturelles, politiques et religieuses.

Précisons que l'Afrique ne vit pas à l'écart du monde. Elle l'habite, mais selon des modalités singulières, tissées de discontinuités, de fragmentations, de circulations et de réinventions. De ce fait, la notion d'Afrique et d'Africain que nous utiliserons fréquemment tout au long de cette étude n'est pas exempte d'ambiguïtés. Il est assez malaisé de circonscrire avec précision la zone sur laquelle s'appliquent ces vocables dans les domaines socioculturel, politique, religieux et ecclésial. C'est la raison pour laquelle certains parlent d'une Afrique, à la fois une et plurielle.

Elle renvoie à des représentations qui oscillent entre l'afro-pessimisme et l'afro-optimisme du décollage économique, de la nouvelle frontière de l'économie mondiale ou d'un continent émergent⁵. Mais il demeure toujours d'inconscientes réminiscences « coloniales » dans le regard extérieur porté sur elle. Du reste, sa mémoire garde le souvenir douloureux des cicatrices laissées par l'esclavage et par la colonisation. Qu'en est-il de son style de gouvernance ?

Démocratie et coalitions politiques pour le développement en Afrique francophone

Après trois décennies de monopole des partis-États sur la construction nationale et sur le développement économique et social s'est opéré un vaste mouvement de reparticipation à la conduite des affaires publiques⁶. De vastes coalitions de mouvements sociaux se sont formées, fédérées, puis dispersées. Leur dispersion n'a pas rendu, désormais, l'enjeu démocratique moins brûlant.

Au regard du contexte actuel, les pays de l'Afrique francophone connaissent un recul démocratique. Au Burkina Faso, par exemple, avant les coups d'État de 2022 et 2023, la démocratie fonctionnait avec des coalitions faibles autour de partis dominants (comme le MPP, Mouvement du peuple pour le progrès). Les crises sécuritaires ont entraîné un recul démocratique, la suspension de la Constitution et la mise en veille des coalitions. Les dynamiques actuelles relèvent plus d'un pouvoir militaire centralisé que d'une logique démocratique.

Comme au Burkina, le Mali a connu plusieurs transitions militaires (2020, 2021). Les partis politiques et coalitions sont aujourd'hui margina-

5. Jean-Michel SEVERINO et Olivier RAY, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 7.

6. Michel BEN ARROUS, *Coalition, dispersion : un moment démocratique en Afrique de l'ouest « franco-phonie » 1988-1996*, Dakar, CODESRIA, 2003.

lisés. Avant la crise, le pays avait une démocratie pluraliste mais marquée par la fragmentation partisane et une faible confiance citoyenne.

Au Niger, les coups d'État successifs jusqu'en 2023 ont interrompu son système démocratique fragile. Les coalitions politiques existaient, mais leur impact était limité par les crises sécuritaires et les tensions institutionnelles. Le retour à une démocratie fonctionnelle reste incertain.

Longtemps considéré comme un modèle démocratique en Afrique, le Bénin a connu, depuis 2016, une réforme du système partisan par la création de grands blocs politiques (UP, Union Progressiste, BR, Bloc Républicain). Les coalitions sont désormais institutionnalisées, mais l'espace politique est jugé moins pluraliste qu'avant du fait de restrictions électorales.

En Côte d'Ivoire, malgré la restauration formelle des institutions démocratiques, le système politique demeure marqué par de profondes fractures identitaires et électorales héritées du début des années 2000. Les coalitions ont souvent servi d'instruments de consolidation du pouvoir présidentiel plutôt que de leviers favorisant l'alternance politique. La domination persistante d'un nombre restreint de figures politiques limite le renouvellement des élites et entrave l'émergence de coalitions inclusives, programmatiques et durables.

Le Togo connaît un régime fortement présidentiel dominé par le parti unique. Les coalitions d'opposition se heurtent à une fermeture politique et à des réformes électorales contestées. La démocratie est considérée comme partielle ou limitée. En Guinée-Conakry, l'alternance politique est marquée par le coup d'État en 2021. Les coalitions existent mais sont ethno-politisées, ce qui limite leur efficacité démocratique.

L'instabilité politique presque endémique, avec son lot de coups d'État, anciens et nouveaux, et le difficile enracinement de la démocratie ne constituent pas des facteurs favorables à l'intégration africaine et au développement durable malgré l'existence d'institutions et d'organismes à vocation régionale et panafricaines⁷.

Les motivations des coalitions dans les pays de l'Afrique francophone

Les coalitions, bien que parfois structurantes dans tous ces pays, sont principalement motivées par des calculs électoraux. Elles émergent le plus souvent d'alliances stratégiques visant à conquérir ou à conserver le pouvoir,

7. Citons entre autres sur le plan régional, les institutions politiques et d'intégration régionale (CEDEAO – Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), les institutions économiques, monétaires et financières (UEMOA – Union économique et monétaire ouest-africaine, BCEAO – Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, BOAD – Banque ouest-africaine de développement) et les institutions juridiques et de gouvernance (OHADA – Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires).

plutôt que d'un engagement idéologique partagé ou d'un projet politique de long terme. L'efficacité électorale prime ainsi sur la cohérence programmatique, ce qui contribue à la fragilité intrinsèque de ces coalitions.

Ces alliances évoluent fréquemment dans des systèmes politiques fortement présidentialisés, caractérisés par la concentration du pouvoir exécutif et la centralité de figures politiques dominantes. Les coalitions rassemblent généralement plusieurs partis autour d'un objectif à court terme de prise du pouvoir, plutôt qu'autour d'une vision idéologique cohérente. Par conséquent, leur durée de vie est souvent limitée et leur efficacité dépend largement de la stabilité institutionnelle et de l'équilibre des rapports de force entre les partenaires de la coalition.

En somme, devant la multiplication des crises politiques et la faillite du développement, on se rend compte que malgré le vent de démocratie qui a soufflé sur le continent africain depuis environ quinze ans, celle-ci n'a pas pu être institutionnalisée ni être ancrée dans les mœurs politiques des États africains. Au vu de ce constat, une question fondamentale se pose : est-ce qu'il peut y avoir du développement humain sans démocratie ou bien est-ce que la démocratie conduit nécessairement au développement humain ? La réponse laisse apparaître que le développement humain durable en Afrique s'avère impossible sans la démocratie. Pour Elizabeth Annan-Yao, la démocratie bien pratiquée peut propulser le développement humain durable⁸. La difficulté est aujourd'hui de dépasser une démocratie « cube Maggi », servie à toutes les sauces et à tous les discours, pour en refaire un objet concret et mobilisateur.

Et si les principes synodaux (écoute, participation, discernement commun et redevabilité) se substituaient à nos systèmes politiques ? Peuvent-ils être un levier pertinent pour lutter contre l'autoritarisme, le clientélisme et la corruption ? Notre second axe tentera de répondre à ces questions.

La synodalité comme paradigme de gouvernance éthique et de transformation sociopolitique en Afrique francophone

En écho au pape François, « une Église synodale est comme un étendard levé parmi les nations » (Is 11,12), ce qui implique que son style relationnel et participatif peut inspirer une culture alternative face aux logiques dominantes⁹. Ainsi, pratiquée avec humilité, la synodalité peut faire de l'Église

8. Elizabeth ANNAN-YAO, *Démocratie et Développement en Afrique de l'Ouest : Mythe et réalité*, Dakar, CODESRIA, 2005.

9. FRANÇOIS, *Discours pour la commémoration du 50^e anniversaire de l'institution du Synode des évêques*, 17 octobre 2015.

une voix prophétique dans le monde contemporain, capable de répondre aux défis sociaux et politiques actuels (DF, 47-48).

Nous allons tout d'abord rappeler les principes et les critères synodaux de bonne gouvernance, ensuite voir comment la synodalité peut être un levier de transformation des pratiques politiques et sociales en Afrique francophone, enfin nous demander comment faire de cette méthode un style de vie sociétal permanent.

La synodalité comme style de gouvernance

Le pape François nous rappelait sans cesse que

le Synode est en fait une expression ecclésiale, c'est-à-dire l'Église qui chemine ensemble pour lire la réalité avec les yeux de la foi et avec le cœur de Dieu. C'est l'Église qui s'interroge sur la fidélité au dépôt de la foi, qui ne représente pas un musée à garder ni à sauvegarder, mais une source vive à laquelle l'Église se désaltère. [...] Le Synode n'est pas un parlement où pour rejoindre un consensus on aurait recours à la négociation, au pacte ou aux compromis ; l'unique méthode du Synode est celle de s'ouvrir à l'Esprit-Saint avec courage apostolique, humilité évangélique et avec oraison confiante. La sagesse et la franchise des participants doivent être orientées vers le bien de l'Église et des familles et la loi suprême, la *suprema lex* : le salut des âmes¹⁰.

Dans le contexte de l'Afrique francophone, souvent marqué par des tensions ethniques et religieuses, la synodalité peut servir de cadre pour une participation structurée des hommes, femmes et jeunes à la vie politique, en favorisant la formation citoyenne et en accompagnant l'émergence d'organisations politiques inspirées par les valeurs évangéliques. Ce dialogue est un outil de médiation politique, de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ce que nous pouvons retenir est que la synodalité est comme un « *modus vivendi et operandi* » où l'écoute, le dialogue et la recherche du consensus guident l'action. Effectivement, au cours du processus synodal, une convergence a mûri sur le sens de la synodalité, qui est à la base du *Document final* :

[...] Discerner et décider. La synodalité est la marche commune des chrétiens avec le Christ et vers le Royaume de Dieu, en union avec toute l'humanité ; orientée vers la mission, elle implique la rencontre en assemblée aux différents niveaux de la vie ecclésiale, l'écoute réci-

10. Id., lors de l'ouverture du synode sur la famille, le 5 octobre 2015.

proque, le dialogue, le discernement communautaire, la formation d'un consensus comme expression de la présence dans l'Esprit du Christ vivant, et la prise de décision dans une coresponsabilité différenciée (DF, 28).

Le style de gouvernance fondé sur la participation, la communion et la mission sont les principes et les critères synodaux pouvant servir de cadre éthique et méthodologique de gouvernance. Le document insiste sur des valeurs telles que la transparence, la coresponsabilité, le discernement communautaire et l'attention aux plus pauvres et aux marginalisés. Appliquer ces principes dans le contexte politique de l'Afrique francophone implique une transposition de ces fondements ecclésiaux à la vie publique. Ce qui revient à promouvoir un modèle de gouvernance participatif, transparent, inclusif et orienté vers le bien commun, où les institutions fonctionnent comme des lieux de dialogue, de discernement et de coopération (DF, 103).

La synodalité comme levier de transformation des pratiques politiques et sociales

La synodalité peut faire de l'Église une voix prophétique dans le monde d'aujourd'hui, capable d'interpeller et de contribuer à transformer les pratiques politiques et sociales.

Nous vivons à une époque marquée par des inégalités toujours croissantes, une désillusion grandissante à l'égard des modèles traditionnels de gouvernance, un désenchantement quant au fonctionnement de la démocratie, une croissance des tendances autocratiques et dictatoriales, la domination du modèle du marché sans égards pour la vulnérabilité des personnes et de la création, et la tentation de résoudre les conflits par la force plutôt que par le dialogue. Des pratiques authentiques de synodalité permettent aux chrétiens de développer une culture capable de prophétie critique vis-à-vis de la pensée dominante. Ils peuvent ainsi offrir une contribution particulière à la recherche des réponses à nombre des défis que doivent affronter les sociétés contemporaines, ainsi qu'à la construction du bien commun (DF, 47).

La participation effective et efficace de l'Église catholique exige de nouvelles formes d'engagement politique. Le développement authentique en Afrique doit intégrer les dimensions politiques, économiques, culturelles et religieuses de l'homme et de la société. Il contribue ainsi à la libération authentique de l'homme qui est l'objectif principal de l'engagement politique du chrétien.

La synodalité : une culture du dialogue et de la participation pour l'Afrique francophone

La synodalité se présente comme une manière d'être, d'écouter et de marcher ensemble, qui possède une portée anthropologique, sociale et même politique. Il importe de ne pas se limiter à dénoncer les manques et les failles de nos États, encore faut-il que les Églises locales acceptent d'assumer pleinement leur place et leurs responsabilités dans un esprit de communion et de service. Dans les pays d'Afrique francophone, où les sociétés sont marquées à la fois par une riche tradition communautaire et par des défis persistants de gouvernance, de participation citoyenne, de cohésion sociale et de justice, la synodalité ouvre un espace de réflexion particulièrement fécond. C'est en ce sens qu'une « décentralisation salutaire »¹¹ devient nécessaire même dans nos États.

Loin de se substituer aux systèmes politiques en place, la synodalité offre une culture : celle de l'écoute mutuelle, de la responsabilité partagée, du dialogue et du discernement commun. Cette culture interroge profondément les pratiques politiques africaines habituelles, souvent marquées par la centralisation du pouvoir, la personnalisation du leadership, les fragilités institutionnelles ou les tensions identitaires. Elle propose d'autres manières de décider, de gérer les conflits, d'inclure les voix marginalisées et de rechercher ensemble le bien commun.

Dans le contexte africain contemporain, où les crises électorales, les fractures sociales et les aspirations démocratiques se font de plus en plus pressantes, la synodalité devient un miroir qui renvoie des questions essentielles : Quel type de gouvernance voulons-nous ? Comment promouvoir un leadership éthique ? Comment valoriser la parole des jeunes, des femmes, des communautés locales ? Comment bâtir des sociétés plus justes, pacifiées et inclusives ?

Nous savons par expérience que dans la société, le souci de la préservation des institutions va souvent contre le bien commun. La centralité de la figure du dirigeant permet certes une action cohérente à condition que leur leadership soit ouvert à la collaboration pour servir le peuple. Les difficultés surviennent lorsque leur leadership est trop centré sur leur personne. Nous avons donc besoin d'une collaboration et d'un travail d'équipe pour s'exprimer, s'apprécier, créer des systèmes réceptifs et des « espaces sûrs » pour les rencontres et les échanges d'idées sans être sur la défensive.

Ainsi, réfléchir aux implications politiques de la synodalité dans l'Afrique francophone, ce n'est pas politiser l'Église ; c'est reconnaître que la vision évangélique de la coexistence humaine possède une résonance

11. Id., *Evangelii gaudium*, 2013, 16.

sociale profonde. C'est explorer de quelle manière l'expérience synodale peut nourrir les cultures politiques africaines, encourager la participation, soutenir la justice et contribuer à la paix. C'est à ce niveau que la participation des femmes et des jeunes est indispensable. D'où l'invitation à reconnaître et valoriser leur présence.

Reconnaissance et valorisation du rôle prophétique des femmes dans l'Église et la société

En ce qui concerne la participation des femmes et des jeunes dans la synodalité, il est important de reconnaître leur rôle en tant que membres actifs de la communauté et leur contribution unique et précieuse en raison de leur expérience et de leur perspective.

Vers une gouvernance politique inclusive et un leadership serviteur

Aujourd'hui, les charismes féminins sont déjà présents et à l'œuvre dans l'Église et la société. Partant de l'expérience du processus synodal, nous pensons que leur implication pousse à être attentifs aux signes des temps à partir de deux attitudes : *regarder* et *accompagner*. Autrement dit, il s'agit de comprendre et de proposer des nouveaux espaces de discernement et de concertation sans crainte.

Le constat est clair, en Afrique, les femmes se sont mobilisées dans plusieurs pays, en vue de promouvoir le règlement pacifique des conflits à travers leurs différentes associations et organisations. Ainsi, dans la synodalité, elles pensent à partir d'un nouveau style de leadership. Il s'agit d'un leadership serviteur et d'une gouvernance partagée, qui placent les besoins des autres au centre de la prise de décision, plutôt que les intérêts personnels ou les objectifs à court terme. Ce style de leadership implique une certaine humilité et une ouverture à l'écoute des voix de tous les membres de la communauté, y compris les jeunes. Ensemble, ils peuvent aider à créer des communautés plus inclusives, justes et équilibrées, dans lesquelles tous peuvent participer pleinement et contribuer de manière significative. Les femmes nous apprennent à quitter la position confortable de ceux qui offrent l'hospitalité pour nous laisser accueillir dans l'existence de ceux qui, sur nos chemins d'humanité, sont nos compagnons.

Les femmes, dans la synodalité, pensent à partir de la culture de la rencontre. Le dialogue constructif avec les hommes et les femmes de diverses

mouvances politiques permet de réaliser ensemble une culture de la rencontre et de faire entendre la voix de tous, en particulier des jeunes, des enfants et des pauvres.

Fondamentaux pour la justice, la paix et la réconciliation en Afrique francophone : la mission de penser

Tout en réaffirmant que l'homme et la femme possèdent la même dignité, reconnaissons le rôle unique et irremplaçable de la femme dans la société et dans l'Église. Dès lors, il faut encourager la formation des femmes afin que celles-ci puissent assumer leur part de responsabilité au sein de la communauté sociale. Il faut susciter des espaces non seulement d'apprentissage, mais surtout de réflexion et de prise de parole. Certaines femmes n'hésitent plus à dire ce qu'elles pensent de la politique. C'est le fruit de leur formation. Pas de renouveau du continent sans le courage de penser. Pour vivre et agir autrement en Afrique, il importe d'avoir l'audace d'une pensée créatrice, novatrice, provocatrice.

Il faut aussi mettre l'accent sur les grandes qualités féminines qui, passant par l'accueil, la tendresse, la miséricorde, favorisent la réconciliation et servent la dignité humaine, en particulier celle de la vie. Les femmes aident à humaniser la société, surtout à travers l'éducation des jeunes.

Le don de la vie et la cohésion familiale

Ce don est en harmonie avec le sens très fort de la famille. Cette dernière constitue l'un des trésors les plus importants en Afrique. C'est la cellule fondamentale de la société. Celle-ci a été et demeure un laboratoire de valeurs humaines et civiles, un foyer dans lequel la vie humaine naît et où elle est accueillie de manière généreuse et responsable. Elle est irremplaçable pour la sérénité personnelle et pour l'éducation à la vie. La femme possède un grand sens du droit des faibles et sait le faire reconnaître. Elle est capable de rétablir les relations, afin qu'elles soient équitables pour tous.

Elle a surtout la capacité de lier au quotidien l'immense combat de la mort et de la vie avec les petites et les grandes batailles de sa vie de femme. Valoriser le quotidien, car c'est le combat pour vivre, survivre aujourd'hui, pour faire la cuisine, pour piler le manioc, le mil, pour laver les enfants et le linge, pour échanger des gestes d'amour, pour trouver un sens immédiat à la vie. Le quotidien, c'est le monde domestique, le monde des relations courtes, des relations plus directes, qui sont parfois capables de changer les relations plus larges. Le quotidien c'est la routine, les habitudes de chaque jour. Le quotidien c'est, enfin, toutes ces crises

politiques sur fond de violence, de mal-développement économique avec ses grappes de chômeurs, d'affamés, de sans-abri, l'insécurité généralisée des hommes et des biens¹².

Ce parcours non exhaustif à travers quelques pays de l'Afrique francophone nous a montré la complexité de leur style de gouvernance et l'instabilité qui y règne parfois. Nous proposons à juste titre la synodalité comme paradigme de gouvernance éthique et de transformation sociopolitique. En effet, elle constitue un cadre de pensée structurant, porteur de principes normatifs, de pratiques institutionnelles et de dynamiques transformatrices susceptibles d'inspirer durablement la vie sociale et politique.

D'abord, pour opérer une rupture avec les modèles de gouvernance fortement présidentielistes et personnalisés qui marquent nombre de contextes africains francophones, nous proposons une culture de la délibération, du discernement collectif et de la redevabilité éthique. C'est une autre manière de concevoir le pouvoir, non comme domination par des élites, mais comme service orienté vers le bien commun, fondé sur l'écoute réciproque, la participation et la coresponsabilité. Il ne s'agit pas de normes abstraites, mais de processus concrets de participation, de gestion des conflits et de prise de décision partagée, capables de transformer les relations sociales et institutionnelles.

Ensuite, la synodalité permet d'articuler traditions africaines de concertation et exigences modernes de démocratie participative. Elle introduit de ce fait une logique de transformation par le bas, enracinée dans les réalités locales. En Afrique francophone, marquée par une forte vitalité communautaire mais aussi par des fractures sociales, ethniques et politiques, il y a lieu de valoriser les savoirs locaux, à travers la médiation, la palabre et le discernement communautaire, tout en les orientant vers des exigences contemporaines de gouvernance éthique.

Enfin, la synodalité ouvre un horizon de transformation sociopolitique durable. Elle ne vise pas seulement l'efficacité institutionnelle, mais la conversion des mentalités, des pratiques politiques, par la restauration de la confiance et la reconstruction du lien social. En proposant une gouvernance fondée sur l'écoute, le discernement, la responsabilité partagée et la justice relationnelle, la synodalité offre à l'Afrique francophone un cadre alternatif crédible pour penser et promouvoir des sociétés plus inclusives, pacifiques et éthiquement responsables. Cela nécessite la paix sociale — qui peut irriguer les pratiques sociopolitiques.

12. Stephen SMITH, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003. Ce livre écrit par l'un des meilleurs observateurs de l'Afrique, dresse un tableau sans complaisance et un cri d'alarme face à la situation du continent.

Le dialogue, la rencontre et l'échange des dons typiques d'une Église synodale sont appelés à s'ouvrir aux relations avec les autres traditions religieuses, dans le but « d'établir l'amitié, la paix, l'harmonie et de partager des valeurs ainsi que des expériences morales et spirituelles dans un esprit de vérité et d'amour »¹³ (DF, 41).

C'est l'image de l'orchestre dont parle le *Document final* :

La variété des instruments est nécessaire pour donner vie à la beauté et à l'harmonie de la musique, au sein de laquelle la voix de chacun conserve ses caractéristiques propres au service de la mission commune. Ainsi se manifeste l'harmonie que l'Esprit opère dans l'Église, lui qui est l'harmonie en personne (DF, 42)¹⁴.

The Political Implications of Synodality in Francophone Africa

This article explores the political issues of synodality in Francophone Africa based on the social, cultural, economic and political realities of its peoples. It highlights the importance of a pedagogy of observation and listening in order to discern the dynamics at work in societies weakened by crises and tensions. Drawing on the experience of the synodal process (2021-2024) and the reception of the *Final Document*, the author seeks to demonstrate how these spaces for dialogue nourish theological and pastoral reflection rooted in lived experience. Without being reduced to a political model, synodality can inspire a participatory and inclusive style of governance, oriented towards reconciliation, national unity and overcoming divisions.

13. CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES CATHOLIQUES D'INDE, *Response of the Church in India to the Present Day Challenges*, 9 mars 2016, également cité dans FT 271.

14. Le DF fait référence à S. BASILE, *Sur le Psaume 29*, 1 ; *Sur l'Esprit Saint*, XVI, 38.